

APERÇU SUR LES MOYENS ET LES ASPECTS SOCIAUX
DE L'INFORMATION DANS LA REGION LYONNAISE
SOUS LE SECOND EMPIRE

par M. Pierre LABASSE

Comment les hommes étaient-ils informés, c'est-à-dire en quelque sorte reliés aux autres et ouverts sur le monde, dans la deuxième partie du XIXe siècle ? Telle est la question à laquelle cet exposé voudrait proposer des éléments de réponse. Je me la suis posée à la suite d'une étude (pour le D.E.S.) sur Le Progrès et l'opinion lyonnaise de 1859 à 1890 ; j'avais en effet constaté que, dans notre province, la diffusion de la presse était jusqu'aux années 1870-1880, très limitée. Pris tous ensemble, les quotidiens lyonnais ne tiraient pas alors à plus de 18 000 exemplaires. Or le nombre des électeurs, dans le département du Rhône, était, en 1863, de 168 000. Autrement dit, il y avait à peine un journal pour dix citoyens actifs... (et environ un pour seize lyonnais).

Il faut remarquer que la situation devait évoluer rapidement : dans les années 1880-1890, les journaux lyonnais atteignaient 330 000 exemplaires chaque jour. En 1890, 130 000 quotidiens étaient vendus dans la seule ville de Lyon (soit un pour quatre habitants).

Compte-tenu de ces faits, trois questions se posent :

- pourquoi la presse avait-elle une diffusion si limitée ?
- quels étaient les autres moyens d'information ? et quel était leur impact ?
- que peut apporter une étude de l'information à la connaissance que nous avons de la société française du Second Empire ?

I - L'INFORMATION "ORGANISEE" : LA PRESSE

1°- Les sources

En l'absence des archives des journaux, diverses sources permettent de saisir ceux-ci sous un éclairage indirect certes, mais néanmoins révélateur.

Ce sont les rapports de police, les lettres des préfets et des procureurs généraux à leurs administrations centrales, les correspondances et pièces diverses (statistiques, chiffres de tirage, documents comptables, etc..)

que l'on trouve dans les séries M et T des Archives Départementales, dans les sous-séries F 1 C^{III} et B B¹³ des Archives Nationales et surtout dans la précieuse série I² des Archives de la Ville de Lyon.

Par ailleurs, il ne faut pas hésiter à consulter, non seulement la presse elle-même (en accordant une attention particulière aux feuilles satiriques) et les revues locales, mais encore les souvenirs des contemporains (Commissaire, Crestin, Tisseur, etc..).

2° - Les forces de freinage

Pour tenter d'expliquer le faible impact de la presse dans la région, il faut évidemment faire intervenir de nombreux facteurs.

Il y a d'abord le contexte politique. La législation constituait, par sa sévérité, une lourde entrave ; le cautionnement préalable de 50 000 francs, qui était demandé à tout fondateur de quotidien politique, dans la Seine, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise et le Rhône, ne favorisait pas la création de nouveaux journaux ; quant au droit de timbre, il contraignait à maintenir les prix de vente à un niveau élevé (15 centimes). Mais il convient de remarquer que les journaux acquis au régime et soutenus par lui, ne réussissaient pas à se développer beaucoup plus que les feuilles d'opposition ; c'est ainsi que Le Salut Public ne dépasse pratiquement jamais les 10 000 exemplaires.

La médiocrité du matériel était un autre obstacle de taille. Il fallait par exemple au Progrès, en 1865, deux heures pour sortir 2 400 exemplaires. Les quotidiens parisiens étaient, eux, beaucoup mieux équipés ; grâce à sa rotative, le Petit Journal atteignait, par exemple, des cadences cinq fois supérieures (6 000 exemplaires par heure). Mais les journaux de province n'auraient pas osé entreprendre de tels investissements.

Car leur gestion était d'une extrême prudence, pour ne pas dire timorée. Leurs propriétaires étaient généralement plus soucieux de ne pas perdre d'argent que d'en gagner. Ils ne prenaient pas de risques (emprunts, amélioration de l'outillage) à moins d'y être forcés. C'est pourquoi les ventes stagnaient entre 7 000 et 9 000 exemplaires pour Le Salut Public, entre 4 000 et 5 000 pour Le Courrier de Lyon, entre 2 500 et 5 000 pour le Progrès (qui fut celui qui connut la plus forte progression). Les "pointes" que l'on observe n'étaient pas dues aux efforts des journaux, mais à la curiosité suscitée par les grands événements ; aussi étaient-elles toujours sans lendemain. Un signe révélateur du faible rayonnement de ces quotidiens est la médiocrité de leur publicité : médiocrité qualitative et médiocrité des recettes (entre 13 et 18 % des recettes globales des journaux lyonnais en 1863, ce qui est bien peu de choses par rapport au pourcentage de 78 % obtenu par Le Figaro en 1963 !). Un autre indice de cette timidité, de cette routine dans la gestion serait le comportement adopté dans les périodes de difficultés, qui consistait toujours à comprimer les frais, voire à restreindre les tirages et à abandonner une partie de la clientèle jugée insuffisamment rentable, comme le fit Le Progrès entre 1862 et 1864, au détriment de ses abonnés à long terme.

3° - Presse et société

Les journaux n'étaient donc, en aucun cas, des "affaires". Aux yeux de leurs propriétaires et de leurs rédacteurs c'étaient avant tout des instruments de prestige, un moyen par lequel des citoyens éminents par leurs qualités intellectuelles ou leur rôle social s'exprimaient et cherchaient à communiquer leur vision des choses à un public "choisi", qu'il fût naturellement acquis, se reconnaissant dans l'orientation de la feuille, ou qu'il méritât d'être convaincu. Cela relevait tantôt d'un "apostolat", tantôt d'une sorte de service mondain...

Par suite les journalistes étaient généralement, soit des "apôtres", comme les membres de la première équipe du Progrès, animés par les idéaux du catholicisme social, soit des "personnalités" locales, comme beaucoup de collaborateurs du Courrier de Lyon, ou du Salut Public.

A partir de là, on s'explique aisément pourquoi les principaux quotidiens faisaient la part très belle aux informations nobles (politique étrangère, vie culturelle nationale et locale, etc...), et n'accordaient qu'une faible place aux faits divers et aux nouvelles à sensation.

Aussi leur clientèle était-elle bien délimitée. A la campagne, où leur diffusion était faible (à la fin de 1865, les trois grands quotidiens lyonnais ne faisaient que 5,7 % de leurs ventes dans l'arrondissement de Villefranche !), elle était composée de quelques notables des bourgs, et surtout de gens assurant dans les villages un certain rôle social (forgerons, commerçants, cafetiers et aubergistes avant tout). A la ville, elle était presque exclusivement constituée par des "bourgeois" : public "vieux lyonnais", catholique et vaguement légitimiste, du Courrier de Lyon ; gens d'affaires et fonctionnaires pour Le Salut Public ; petite et moyenne bourgeoisie libérale pour le Progrès. Nous possédons une liste, malheureusement incomplète et manquant parfois de précision, des abonnés du Progrès en 1863 ; ils se répartissaient comme suit : 38,4 % de membres des professions libérales, 34 % de petits commerçants et artisans, 23 % d'"industriels" et 15 % de négociants...

Il y eut cependant un journal qui, à la fin de l'Empire, tenta de conquérir un autre public. Le Progrès, après 1864, chercha en effet à pénétrer dans le monde ouvrier, dans l'espoir, sans doute, de développer les ventes au numéro, qui étaient les plus rentables. Ce fut un demi-succès, car s'il parvint à augmenter son tirage dans des proportions parfois considérables, il ne réussit pas pour autant à le stabiliser et perdit, avec la bourgeoisie libérale, le fonds peut-être le plus solide de sa clientèle.

II - L'INFORMATION "SOUTERRAINE"

1° - L'information "souterraine" offre une extrême variété d'aspects : elle peut en effet être véhiculée par des écrits, par des paroles comme par des objets.

Elle présente ensuite une certaine ambiguïté dans ses visées. Car si elle est parfois un acte délibéré de propagande, et d'autres fois la simple expression d'un besoin de communication, exaspéré par le climat oppressant de surveillance et la maigreur des informations, elle se situe le plus souvent, entre les deux. Elle est, par exemple, publique diffusion à des voisins ou des compagnons de rencontre d'une nouvelle recueillie et déjà interprétée, dans l'espoir de trouver un écho et en tout cas avec l'assurance d'attirer l'attention, la chose étant rare et dangereuse...

Elle constitue enfin un domaine difficile à explorer, à cause de son foisonnement, qui condamne à une vision partielle, et du décalage flagrant qui existe inévitablement entre la réalité du fait et la trace qu'il a laissée. D'un événement spontané, instantané, vécu comme peut l'être une conversation ou une suite de paroles, il ne nous reste guère -et encore sans garantie formelle d'exactitude- que des mots ; le squelette, mais plus la chair. Se sont à jamais évanouies les attitudes, les intonations, les mimiques, les réactions, bref tous ces éléments de la situation, tout ce contexte immédiat qui serait au moins aussi significatif que le message lui-même. Comment celui-ci a-t-il été émis et comment a-t-il été reçu ? Nous l'ignorons. Il y a là une lacune grave, une des difficultés majeures et une des limites de mon entreprise.

2° - Les sources

Celles qui permettent de connaître les agents et les canaux de l'information "souterraine" sont celles qui relatent les incidents sur la voie publique, les querelles de village, les perquisitions entreprises chez les suspects, les saisies aux frontières et ailleurs, la surveillance des déplacements, des réunions, de l'activité des réfugiés politiques à l'étranger, des imprimeurs, etc... On les trouve par exemple dans les séries d'archives évoquées précédemment (tout particulièrement dans la série I² des archives de la Ville de Lyon), et aussi dans les séries U (pour l'inventaire des saisies) et V (pour le rôle des curés) des dépôts départementaux.

Nous possédons, en outre, quelques vestiges des moyens matériels de cette information : brochures clandestines (conservées à la Bibliothèque Municipale de Lyon et surtout à la Bibliothèque Publique et Universitaire de Genève, ville où la plupart d'entre elles ont été éditées), affiches diverses, (aux Archives Municipales de Lyon, série I², par exemple) et objets symboliques ou "publicitaires", qui sont décrits dans les rapports de police et y sont parfois même joints (ibidem).

Mais tous ces documents ne sauraient suffire. Car il faut, comme je l'ai dit plus haut, les interpréter à la lumière de leur contexte. Or celui-ci, seuls différents échos recueillis dans les souvenirs des contemporains, la presse et les rapports préfectoraux peuvent, bien imparfaitement sans doute, le reconstituer...

3°- A la campagne

Dans les campagnes lyonnaises, bien des villages vivaient repliés sur eux-mêmes et étaient, semble-t-il assez indifférents aux remous qui agitaient les villes. Ils se contentaient de leur "actualité" propre faite de petits événements, de querelles intestines et s'exprimant à travers des affichettes, des bruits, des conversations...

Dans ces conditions, le curé, quand il le voulait, pouvait être un agent puissant d'information, aidé par le prestige de son Ministère, par sa position sociale dans le village, par sa compétence touchant un peu à tous les domaines (théologie, politique, agriculture, affaires communales, etc...) ainsi que par la permanence de l'empreinte chrétienne sur la "culture" de la plupart de ses concitoyens (qu'ils eussent conservé ou non des liens avec le catholicisme). Il lui arrivait ainsi, en chaire ou ailleurs, de faire des développements et des commentaires sur tel incident de la vie villageoise, sur tel acte du gouvernement ou sur tel événement international...

Il n'était bien entendu pas le seul personnage qui diffusait des informations ; il y avait tous les gens de passage, ceux qui venaient par exemple de la ville voisine (comme les colporteurs, dont il ne faut peut-être pas exagérer le rôle), et surtout le cafetier qui recevait les journaux et avec lequel notre curé était souvent en mauvais termes.

4°- A la ville

a) Les agents de l'information.

Il est possible de distinguer, parmi eux, des gens qui, plus ou moins bien organisés, diffusaient délibérément des informations, et d'autres qui le faisaient presque par hasard, sans intention bien définie.

Entreraient dans la première catégorie, ces "sociétés" que l'administration qualifiait en général de "secrètes". Par exemple les loges maçonniques : bien implantées à Lyon, elles étaient souvent accusées par la police d'être des organisations révolutionnaires déguisées ; en réalité il semble que, si elles avaient tendance à répandre des idées libérales, elles le faisaient exclusivement parmi leurs membres, que leur appartenance sociale (petite et moyenne bourgeoisie) rendait assez peu dangereuse pour l'ordre établi. A l'autre bord, on trouverait les organisations catholiques et légitimistes, comme la Société de St Vincent de Paul et ses satellites (Société de St François-Xavier, Oeuvre de St Joseph) ; bien structurées, ne manquant pas de moyens, elles s'efforçaient, semble-t-il, de donner une grande publicité aux événements d'Italie, aux malheurs de la papauté et aux responsabilités des différents gouvernements dans l'affaire ; elles avaient de nombreuses occasions de le faire : banquets, réunions fréquentes, oeuvres de charité...

Il reste cependant que le groupe le plus actif était celui des réfugiés politiques en Suisse. Condamnés en général à une inaction forcée, ces hommes étaient naturellement portés à écrire des pamphlets, des brochures, des opuscules doctrinaires dont ils inondaient la France. La région lyonnaise constituait, à cet égard, une sorte de région frontrière accueillante, ouverte à toutes les informations et à tous les libellés. Ceux-ci y étaient en général acheminés par rail (à partir de 1858) ou par eau, grâce au concours rémunéré des cheminots et des marinières, au courage de militants révolutionnaires prenant les plus grands risques, ou tout simplement à la curiosité des voyageurs revenant de Suisse. Entre Lyon et Genève les relations étaient constantes : de nombreux voyageurs, après l'ouverture de la ligne genevoise (1858), se rendaient pour affaires sur les bords du Léman et en rapportaient des opuscules ; quant aux réfugiés, ils étaient en rapports réguliers avec leurs familles restées à Lyon et certains même entreprenaient des expéditions en France au nez et à la barbe de la police...

Si toutefois ces informations se répandaient rapidement dans la région, c'est en grande partie parce que des gens les ayant recueillies au hasard, les répétaient ailleurs dans leurs bavardages, mus par le désir de se faire valoir, d'inquiéter ou simplement de faire partager leur récent savoir. Entreraient dans la deuxième des catégories que nous avons distinguées, des individus comme les commis-voyageurs, les artistes en tournée, les travailleurs changeant d'emploi et de résidence, les colporteurs, les commerçants, etc...

b) Les canaux de communication.

- Les pamphlets et brochures, diffusés clandestinement, contenaient d'ordinaire des ragots injurieux sur le gouvernement impérial ou bien exposaient des idées "socialistes"...

- Les "placards séditieux" étaient en général de misérables petits morceaux de papier, affichés de nuit sur des murs ou des arbres dans les quartiers populaires (Guillotière, Croix-Rousse) ou au centre de la ville, maladroitement écrits et émaillés de nombreuses fautes d'orthographe. Leur destin le plus courant était d'être découverts au petit matin par la police, à cause des attroupements qu'ils suscitaient. Leurs thèmes étaient aussi sommaires que leur présentation : attaques violentes, sans nuances, contre la personne de l'Empereur, sa famille, ses ministres, le pape, les patrons ; ils contenaient aussi parfois des appels à des manifestations ou à des grèves.

- Les propos "injurieux", qui allaient en général dans le même sens, étaient le plus souvent proférés dans la rue par des individus ayant quelque peu perdu le contrôle d'eux-mêmes, ou dans des lieux propices à la conversation et aux échanges comme les bals, les cabarets, les sorties de théâtre, les promenades, etc...

- Les "faux-bruits" étaient d'ordinaire répandus par des gens de passage. Les cafés et les places publiques étaient leurs berceaux habituels.

- Les objets, à la fois symboles d'un programme et signes d'appartenance à une communauté d'opinions, jouaient un rôle non négligeable. Ils étaient

en quelque sorte les instruments d'une information "muette", un peu comme des images publicitaires. Leur variété était grande ; en voici quelques exemples : tableaux exaltant les grands hommes de 1793 ou ceux de 1848, papiers de bonbons avec un portrait de l'Empereur, médaillons à son effigie, pipes républicaines, bougies gravées, accessoires vestimentaires (cocardes et foulards rouges, "chaînes giletières ORSINI", c'est-à-dire portant au lieu d'une montre, le portrait d'ORSINI, etc...).

III - EN GUISE DE CONCLUSION...

Les différences entre l'information "organisée" et l'information "souterraine" étaient évidemment fondamentales. Différences dans les couches sociales touchées : le public bourgeois et instruit des journaux n'avait guère de rapports avec les milieux populaires, au sein desquels fleurissaient les affichettes et circulaient les nouvelles orales ou les rumeurs, et qui, travaillaient les propagandes socialistes. Différences également dans l'élaboration des informations transmises : la qualité littéraire des grands quotidiens contrastait avec la présentation rudimentaire des "placards séditionnels" et le caractère sommaire des nouvelles orales...

Et pourtant, il y avait des points communs, révélateurs de la "culture" ambiante (au sens le plus large) : goût très répandu des images héroïques, des références aux grands épisodes de l'histoire nationale ; emploi d'un style et d'un vocabulaire volontiers abstraits, aussi bien dans les journaux distingués que dans les brochures incendiaires ou les affiches grossièrement confectionnées. Souvent, semble-t-il, des gens sachant à peine écrire s'efforçaient d'utiliser, pour communiquer, les tournures les plus littéraires, de s'exprimer comme des journalistes...

C'est d'ailleurs de la fusion des deux types d'information que devait naître dans notre région, après 1870, la grande presse. Celle-ci allait en effet réussir à se modeler sur l'information "souterraine", à en incorporer les éléments attractifs, à établir ainsi avec ses lecteurs des liens plus immédiats et plus directs que ceux de l'adhésion intellectuelle, bref à devenir pour eux un besoin régulier.

DISCUSSION SUR LA COMMUNICATION de M. Pierre LABASSE

Le débat est ouvert par M. LEON, qui, prévoyant un grand nombre d'interventions, propose de commencer la discussion par les questions relatives à l'information parallèle. Une parenthèse est ouverte sur les forgerons car M. LABASSE les a groupés avec les notables, ce qui a surpris. MM. MERLEY et PEYROT montrent que la forge était un lieu de rencontre où les échanges étaient possibles par tous les temps, le forgeron se trouvait ainsi à une place privilégiée dans la communauté villageoise. Les "partis" de gauche le savaient bien, puisqu'ils lui envoyaient des journaux. Pour M. LEON, le forgeron, et plus généralement le métallurgiste participent des pouvoirs surnaturels, de VULCAIN, ce qui expliquerait son rôle d'homme respecté. M. PEYROT pense que c'est l'utilité de la technique qu'il connaît, qui lui a acquis cette espèce de prestige.

1°- INFORMATION et PROPAGANDE

M. LABASSE, revenant au problème de la presse, estime que toute information est propagande. M. LORCIN se demande, s'il n'y a pas, dans la société citadine, un besoin d'information objective que les journaux parisiens satisfaisaient. M. LABASSE ne le pense pas. A l'exception d'une minorité de la bourgeoisie, qui se retrouve dans les salons, le public ne recherche pas des nouvelles, et ne lit le journal que dans la mesure où celui-ci exprime son opinion, à lui, lecteur.

2°- LES AFFICHES

Les affiches rapportent-elles des faits précis ou ne donnent-elles que des commentaires ?

M. LABASSE répond à cette question de M. LEON en précisant que les faits présentés à l'opinion dans les affiches sont accentués (violentes accusations contre les patrons, par exemple), toujours très vagues, et, en fait, ces affiches sont surtout des lettres de menaces. Dans l'ensemble, elles sont anti-gouvernementales (le gouvernement disposant, lui, de la propagande de la préfecture) et visent à créer, à diffuser et à entretenir un état d'esprit. Elles sont rédigées dans un style noble, vocabulaire riche, bien que certains termes soient mal employés, et les fautes d'orthographe nombreuses. M. PANSU fait remarquer que la violence de leur expression n'est pas propre à ces affiches séditieuses, mais est caractéristique du XIXe siècle.

M. CAYEZ aimerait connaître le pourcentage de la population alphabétisée susceptible d'avoir été touchée par cette propagande. M. LABASSE souligne qu'il importe de distinguer la population des campagnes, où il n'y a pas de diffusion d'affiches, de la population des villes, où les placards sont nombreux. Une

bonne partie de cette population ne connaît les nouvelles que par ce truchement. Il suffit d'un lecteur pour que la diffusion se fasse. M. PANSU rappelle la grande influence de la femme qui tient le café de village, qui sait lire et répand, en les déformant plus ou moins, les nouvelles qu'elle tire du journal. M. LABASSE conclut que l'information est tout de suite déformée. M. LEON voit deux niveaux de connaissance : d'une part, une connaissance globale des faits, d'autre part, une interprétation immédiate.

3°- LE ROLE DE LA POLICE

M. GARDEN pense que la police ne sait pas exercer son rôle de surveillance. En ville, elle arrive après l'incident qu'elle aurait dû prévenir. A la campagne, sa maladresse devait être pire. Sous le Second Empire, à Lyon, la surveillance de l'esprit public était aux mains de la police politique, agissant dans le cadre du commissariat spécial. Ce commissariat disposait d'un commissaire, secondé par trois inspecteurs et environ sept, ou huit agents. En plus de sa faiblesse numérique, cette police souffrait du ^{bas} niveau intellectuel de ses agents, dont la plupart étaient illettrés. Enfin, elle ne collaborait que très rarement avec les commissariats de quartier, à cause des rivalités traditionnelles opposant deux corps de police différents.

M. GARDEN insiste alors sur la qualité des rapports rédigés par ces agents, qui ne peuvent être utilisés comme sources qu'avec les plus grandes précautions.

M. LEON déduit de ces interventions qu'il y a deux couches de population à Lyon, l'une qui est amorphe et l'autre, au contraire, facile à manipuler.

4°- LE ROLE DU CURE

M. LABASSE a présenté, dans son exposé, l'image d'un curé combatif, volontiers agressif et en lutte ouverte avec les autorités civiles, notamment avec le maire.

M. LEON n'a pas constaté, dans les plaines du Bas-Dauphiné, une influence politique du curé. Il est en bons termes avec la municipalité et malgré le petit nombre de ses paroissiens, il jouit de l'estime de la population dans son ensemble. Dans la Haute-Loire, M. MERLEY ne connaît pas de tentatives d'interventions politiques, même dans les régions très christianisées (Le Puy - Yssingeaux). Les opinions politiques sont fonction de la structure socio-professionnelle et non de l'action du curé. M. GARRIER pense que le curé du Rhône se comportait avec la même passivité, mais que les sources religieuses utilisées par M. LABASSE ont tendance à dramatiser des petits heurts. Les délibérations des conseils municipaux ne font pas état de ces tensions. Il semble qu'il y ait eu une guerre quotidienne entre maire et curé, guerre trop banale pour être évoquée au conseil, mais que le curé développait avec plaisir. Il faut ajouter, avec M. LABASSE, que le curé était soutenu par les autorités ecclésiastiques, alors que le maire risquait beaucoup à envenimer des querelles bénignes. Selon M. LORCIN, dans la Loire, l'intervention directe, en matière politique, du curé est fréquente, mais dans un petit nombre de communes seulement.

Dans la formation de l'opinion, interviennent aussi les notaires, les médecins, les pharmaciens. Les grands relais sont les cabarets (terme péjoratif) ou les cafés (terme élégant), les foires, les pèlerinages et, plus simplement, les réunions à la sortie de la messe ; mais il est difficile de cerner avec précision le rôle de tous ces facteurs.

5°- L'IMPACT DES INFORMATIONS

M. GARDEN, constatant le changement qui s'opère dans le tirage des journaux pendant la période 1878-80, pense que celui-ci reflète tout un "démarage" économique et social et qu'alors seulement commence le XIXe siècle. Comment connaître l'opinion avant cette période ? M. GARDEN ne croit ni à l'influence des journaux (tirage trop faible par rapport au chiffre de la population, comme l'a montrée M. LABASSE), ni à celle des colporteurs, car on ne sait quelle masse ils touchaient. Il semble qu'ils allaient chez les notables et non chez l'ouvrier. Or l'important est de connaître l'impact de masse de telle information ou de telle brochure. Si, au XVIIIe siècle (cf l'ouvrage de MANDROU), nous prenons la collection de la "Bibliothèque Bleue" de Troyes, son influence paraît limitée. Dans les milieux artisanaux, on n'a retrouvé aucune trace de ce genre de publication (d'après les inventaires après-décès).

6°- LA PRESSE

Mlle MANOUKIAN aimerait savoir ce que représentait le prix du journal par rapport au salaire quotidien. M. LABASSE répond qu'il était difficile, pour ne pas dire impossible à un ouvrier, de prélever 15 centimes sur son salaire de 3 francs pour l'achat du journal (15 centimes équivalaient au prix de 300 g de pain environ).

M. GARRIER intervient alors et la première constatation qu'il met en relief est que, dans les sources utilisées par M. LABASSE, le quantitatif n'apparaît jamais. Par exemple, la liste des abonnés du "Progrès" utilisée n'est pas complète et on extrapole sur ce qui est resté ; or, ce qui est resté est l'"extraordinaire". Il serait également primordial de savoir combien de fois le journal acheté est lu. Les dénombrements de 1861 et 1866 qui donnent le nombre de ceux qui savent lire et écrire permettent une certaine approche de ce problème. En moyenne, et le pourcentage varie selon les régions, un Français sur trois savait lire. Peut-on déduire de ces indications l'impact des journaux ou des affiches ?

Autre point souligné par M. GARRIER : la lecture du journal demande du temps, et le paysan ne dispose pas de moments disponibles. L'information vient à lui, il ne va pas à elle. Il la trouve dans les foires et dans les marchés, où il entre en relation avec des maquignons ou des acheteurs, qui viennent de Lyon ou de Paris.

Il faut aussi se garder de présenter un milieu rural homogène. Les ouvriers-paysans qui appartiennent à des sociétés de secours mutuels sont plus perméables aux idées que les autres.

Enfin M. GARRIER rappelle qu'il y a plus de turbulences et d'agitation sous la Monarchie de juillet que sous le Second Empire. Ces troubles sont liés aux préoccupations locales et surtout aux préoccupations économiques locales. La soif de terre amène une crise sociale. A partir des années 1860-70, les rapports de force s'atténuent, car l'exode rural s'accroît. La société rurale se stabilise.

M. GOUJON pense que lorsque les problèmes les plus cuisants de l'économie ont été résolus, on se tourne vers les problèmes politiques et plus généralement vers l'information et le journal ; la période 1870-80, correspondrait donc à un tournant économique, et ce ne serait pas l'effet d'une pure coïncidence si la presse ait pris son essor à ce moment là.

EN CONCLUSION, M. LEON encourage M. LABASSE dans ses recherches qui sont originales ; mais, traduisant l'opinion de l'assistance, il souhaite qu'une plus grande place soit accordée au quantitatif et que les campagnes ne soient pas présentées comme une réalité homogène. Cette étude, qui insiste sur l'insuffisance de la presse pour définir les mentalités populaires dans la première moitié du XIXe siècle, est un point de départ extrêmement intéressant pour la connaissance des mentalités collectives.
